

Dans l'économie largement rurale des premières décennies qui ont suivi la confédération, la plupart des besoins de santé et de bien-être qui dépassaient les ressources de l'individu étaient couverts par la famille, les parents, les amis et les œuvres de bienfaisance. A propos de l'évolution socio-économique de la période de 1874 à 1896, le rapport de la Commission royale sur les relations fédérales-provinciales dit que «... cette restriction des dépenses provinciales pendant une longue période de crise était supportable par suite de la nature de l'économie à cette époque. Le fait que la famille et les collectivités locales arrivaient plus ou moins à se suffire à elles-mêmes permettait aux individus de se tirer d'affaire d'une façon ou d'une autre pendant la crise sans aide des gouvernements. Ceux qui n'étaient pas capables de s'adapter de cette façon étaient amenés à joindre le courant de migration vers le sud où ils se trouvaient absorbés par le développement industriel rapide et l'expansion du territoire des États-Unis.»

Au cours de la Première Guerre mondiale, l'industrie a fait des progrès considérables au Canada et c'est à ce moment-là que plusieurs provinces ont adopté des systèmes modernes d'assurance contre les accidents du travail. C'est également pendant cette période que les premiers programmes d'allocations aux mères nécessiteuses ont été institués. Pendant les années 1920, les nouveaux programmes de soutien des revenus ont commencé à avoir des répercussions importantes sur les dépenses affectées au bien-être social au palier provincial, dépenses qui en 1926-1927 ont atteint \$28,600,000. Néanmoins, les soins hospitaliers demeuraient le plus gros élément de la dépense provinciale.

Les dépenses au titre de secours aux indigents ont constitué l'élément dominant des années 1930. Avant cette décennie les provinces n'avaient assumé qu'une responsabilité relativement faible en matière d'assistance aux chômeurs. Les sommes versées au titre des programmes d'allocations aux mères au cours des années 1930 ont été également bien supérieures à celles de la décennie précédente et les dépenses d'hospitalisation ont continué à grossir. De nouvelles dépenses dues à l'obligation de verser une contribution égale à celle du gouvernement fédéral pour obtenir les subventions fédérales d'assistance prévues par le plan des pensions de vieillesse institué en 1927 ont pris de plus en plus d'importance dans les provinces. L'application du programme fédéral-provincial de pensions aux aveugles, en 1937, a provoqué une nouvelle augmentation des dépenses malgré la modicité relative des sommes versées. En 1939-1940, les dépenses provinciales intéressant le bien-être social avaient atteint \$114,300,000. Les dépenses provinciales ont diminué quelque peu pendant la Seconde Guerre mondiale mais, après la guerre, elles ont monté en flèche. L'augmentation a été provoquée en partie par l'inflation de cette époque mais elle est surtout due à l'élargissement des services et à l'augmentation des paiements de soutien des revenus. Les dépenses d'hospitalisation ont augmenté beaucoup plus que toute autre catégorie de dépenses, en partie à cause des soins hospitaliers plus nombreux et des prix de revient plus élevés. Elles sont aussi le résultat de l'application des régimes d'assurance-hospitalisation dans les diverses provinces du Canada, ce qui a fait passer dans le secteur public une fraction plus importante de ces dépenses. L'adhésion de Terre-Neuve à la Confédération en 1949 a fait augmenter le total des dépenses provinciales au Canada. Les prestations versées pour les accidents de travail et les dépenses affectées aux services de réadaptation des caisses d'accidents de travail, ainsi que les pensions aux vieillards et aux aveugles, les allocations aux mères et les dépenses d'assistance générale ont toutes augmenté régulièrement et on a institué de nouveaux programmes d'allocations aux personnes souffrant d'invalidité permanente et totale. Enfin, les services de santé et de bien-être public ont été renforcés et étendus pendant cette période. D'une dépense de \$109,800,000 en 1944-1945, les dépenses provinciales sont passées à \$1,000,900,000 (chiffre estimatif) en 1961-1962.